

M. Roch La Salle (Joliette): Monsieur le président, j'aimerais demander au très honorable premier ministre s'il est au courant du fait que la majorité des députés sont intéressés à en savoir plus au sujet de ces augmentations avant les prochaines élections générales?

[Traduction]

M. l'Orateur: A l'ordre, s'il vous plaît. Le député veut-il poser une question complémentaire à sa dernière question?

L'hon. M. Hees: Oh non, monsieur l'Orateur, ma question concerne celle du très honorable député de Prince-Albert qui s'adressait au premier ministre. Comme sa décision sur cette question lui serait dictée par l'opinion publique, a-t-il dit, fait-il comme feu M. King et cherche-t-il à découvrir la barrière par où passera le premier mouton avant d'engager tous les autres dans cette voie?

Des voix: Oh, oh!

M. l'Orateur: A l'ordre, s'il vous plaît.

* * *

LA SITUATION DE LA FEMME

LA DÉSIGNATION D'UN MINISTRE POUR L'APPLICATION DES RECOMMANDATIONS DE LA COMMISSION

Mme Grace MacInnis (Vancouver-Kingsway): Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser ma question au très honorable premier ministre. Envisage-t-il de désigner un ministre du cabinet pour veiller à l'application des recommandations contenues dans le rapport de la Commission royale d'enquête sur la situation de la femme?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Monsieur l'Orateur, le bill dont j'ai donné avis hier à la Chambre sur la réorganisation du gouvernement donne de fait à ce dernier une plus grande souplesse en ce qui concerne la nomination des ministres. Si la Chambre adopte ce projet de loi en vitesse, peut-être pourrais-je pousser plus loin cette souplesse à l'égard du député.

Mme MacInnis: Monsieur l'Orateur, je suis heureuse d'apprendre que cette souplesse existe. Vu l'intérêt général manifesté au rapport, le premier ministre dirait-il à la Chambre et au pays à quel ministre les nombreuses instances de particuliers et d'organismes devront être adressées?

Le très hon. M. Trudeau: Monsieur l'Orateur, dans la mesure où le rapport a trait à des questions qui relèvent de la compétence de notre Parlement, il me semble que déjà maintenant des ministres sont autorisés à traiter de tous les aspects de notre société. Il serait donc relativement facile pour ceux qui veulent présenter des instances sur des questions ouvrières de savoir à quel ministre s'adresser—évidemment au ministre de la Santé nationale et du Bien-être social.

Des voix: Oh, oh!

M. Georges Valade (Sainte-Marie): Monsieur l'Orateur, j'ai une question supplémentaire pour le premier ministre.

[M. l'Orateur.]

tre. Étant donné que le rapport de la Commission royale d'enquête contient de nombreuses recommandations au sujet de l'avortement, le premier ministre envisage-t-il de demander au ministre du Travail de régler cette question?

LA COMMISSION ET LES PROGRAMMES DE RECYCLAGE ET DE GARDERIES D'ENFANTS

M. Lorne Nysirrom (Yorkton-Melville): Monsieur l'Orateur, j'ai une question supplémentaire pour le ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration. Compte tenu des objectifs fixés par le Livre blanc sur la sécurité de revenu, le gouvernement prépare-t-il de nouveaux programmes pour le recyclage et la création de garderies d'enfants afin de venir en aide au grand nombre de femmes qui sont forcées de vivre de l'assistance sociale?

L'hon. Otto E. Lang (ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration): Monsieur l'Orateur, nous avons déjà annoncé le renforcement des programmes de formation professionnelle et, si le député se réfère aux recommandations du récent rapport de la Commission royale d'enquête, celles-ci seront examinées en temps utile.

* * *

LES POSTES

LA DISTRIBUTION DU COURRIER DE NOËL

M. Heath Macquarrie (Hillsborough): Monsieur l'Orateur, je voudrais adresser une question au ministre sans portefeuille responsable des Postes à qui je souhaite la bienvenue à son retour de lointaines pérégrinations à la recherche de codes avant-gardistes. Peut-il maintenant répondre à la question que le ministre des Postes a notée en son nom, il y a plusieurs jours, au sujet des quatre jours sans distribution de courrier pendant les Fêtes de Noël? C'est en matière de service une lacune inexcusable, voire intolérable, même en cette ère post-kieransienne?

L'hon. Jean-Pierre Côté (ministre sans portefeuille): Je n'ai pas vu cette question, monsieur l'Orateur. J'en prends note immédiatement.

* * *

LE REVENU NATIONAL

LA RÉÉVALUATION DES FERMES DONT LES PROPRIÉTAIRES TRAVAILLENT AILLEURS

M. H. W. Danforth (Kent-Essex): Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser ma question au ministre du Revenu national. Pourrait-il nous dire si, au nom des cultivateurs, le ministre de l'Agriculture a conféré avec lui au sujet de la réévaluation qui se fait actuellement, aux fins de l'impôt, à l'égard de ceux qui pour des raisons économiques quittent leur ferme et s'il a assuré au ministre que cette politique, qui a souvent un effet rétroactif, sera révisée?

L'hon. Herb Gray (ministre du Revenu national): Monsieur l'Orateur, le ministre de l'Agriculture et moi-même avons communiqué ensemble à diverses occasions, et je prête bien attention à tout ce qu'il me dit.